

02-09-2008 18:24:36
Pays : FRA

FRFR

FRS0817 40292 /AFP-HN22

PARIS, 2 sept 2008 (AFP)

Nicolas Sarkozy a promis mardi à des élus de Moselle, le département le plus touché par les restructurations dans l'armée, qu'il recevait à l'Elysée, des mesures de compensation dont la délocalisation de 1.500 emplois publics, ont annoncé ces élus à la presse.

"Le président s'est engagé à venir avant la fin de l'année en Moselle pour nous annoncer un certain nombre de mesures (dont) une délocalisation importante d'administratifs dans le domaine des statistiques nationales et sous d'autres formes (...) à hauteur de 1.500 personnes", a déclaré à la presse à l'issue de l'entretien le maire socialiste de Metz, Dominique Gros.

Ces délocalisations doivent notamment permettre la création d'un pôle statistique d'un millier d'emplois à Metz, a-t-on précisé à l'Elysée.

Le chef de l'Etat également indiqué à la vingtaine de parlementaires et maires mosellans que l'université de Metz serait intégrée dans une "session de rattrapage" du plan Campus et qu'un comité interministériel d'aménagement du territoire serait spécialement consacré à ce département "début janvier", a rapporté le maire de Metz.

"La prise de position du président de la République n'est pas négligeable (...) mais le cimetière des promesses non tenues est tellement grand en Lorraine que nous restons tous sur le qui-vive, quelle que soit notre couleur politique", a conclu Dominique Gros.

La Moselle est le département le plus touché par la restructuration du secteur de la défense annoncée fin juillet par le gouvernement, qui devrait se solder par le départ de quelque 7.000 militaires d'ici 2011.

pa/szb/sh

AFP 021832 SEP 08